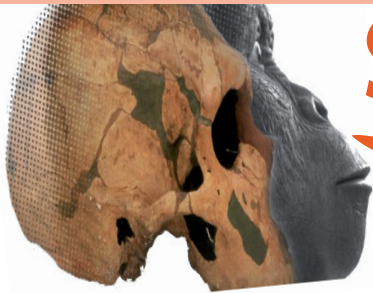




Africa Global Telecoms Business Meetings lance son premier salon des télécommunications. P.2

15e Rencontre Administration Secteur Privé du tourisme: Les acteurs échan- gent à Kaya. P.5

L'information des campus et des centres de recherche pour le monde, L'information du monde pour les campus et les centres de recherche



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°77 du mercredi 06 juillet 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Version numérique

- Activités du Gouvernement. P.6
- Jobs Campus. P.11

Education

Résultat du CEP session de 2016 à Dédougou 61,35% de succès

Région de la Boucle du Mouhoun

Débuter le lundi 7 juin dernier sur toute l'étendue du territoire burkinabé, les élèves des classes de CM2 sont allés à la conquête du premier diplôme de fin de cycle primaire.

La région de la Boucle du Mouhoun enregistre un score plutôt satisfaisant avec un taux de réussite de 61,35%.

La province a enregistré trois mille huit cent dix-sept (3817) candidats admis. Mille huit cent quatre-vingt-quinze garçons soit 63,89 % et mille neuf cent vingt-deux (1922) filles soit 59,04% ont vu leur effort couronné selon le Directeur Provincial de l'Education Nationale.

Pour Monsieur KARAMBIRI Adama responsable des examens et concours de la DPENA/ Mouhoun ces résultats sont satisfaisants. Car ces statistiques ne prennent pas en compte les candidats libres qui étaient au nombre de deux cent vingt-neuf (229) et dont cent quatre-vingt-dix-huit (198) ont effectivement pris part



Monsieur KARAMBIRI Adama responsable des examens et concours de la DPENA/ Mouhoun

à l'examen. Il estime également que sur Six mille six cent (6600) inscrits en général dans la province du Mouhoun et six mille quatre cent quatre-vingt-quatre (6484) présents ces résultats sont à saluer à leur juste valeur. Il interpelle

toutefois les acteurs du monde éducatif à suivre et à accompagner les enfants dans leur étude.

Blaise SAMA pour SCI

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.



Africa Global Telecoms Business Meetings lance son premier salon des télécommunications

Région du Centre



Le Président du comité d'organisation, Péma BAMOUNI au milieu.

Les promoteurs du salon professionnel Africa Global Telecoms Business Meetings (AFRICA GTBM) ont tenu une conférence de presse ce mardi 5 juillet 2016. C'était dans le but d'annoncer le lancement officiel de ce salon qui aura lieu les 24 et 26 novembre prochain à Ouagadougou.

La conférence de presse de ce jour marque le lancement officiel du salon des télécommunications, dénommé Africa Global Telecoms Business Meetings (AFRICA GTBM). C'est ce qu'a fait savoir Péma BAMOUNI, le président du comité d'organisation du salon.

Ce salon est une plateforme d'échanges sur les enjeux de la Technologie de l'Information et de la communication entre les professionnels du domaine en Afrique. Il se tient sous le thème

« investir dans les télécommunications en Afrique : quel avenir » et va réunir entre autre des équipementiers, des constructeurs, des investisseurs, des développeurs et des financiers venus d'Asie, d'Europe, d'Amérique et d'Afrique.

C'est également un cadre qui va permettre aux participants de se partager des expériences et d'exposer leur savoir-faire en matière de télécommunication. AFRICA GTBM sera aussi ponctué de conférences sur des sous-thèmes tels que l'harmonisation de la tarification du roaming dans l'espace CEDEAO, l'intégration des systèmes pour un meilleur développement du mobil money dans l'espace CEDEAO, la cybercriminalité et la sécurisation des sites web de l'administration publique et des entreprises privées en Afrique.

Pour le président du comité d'organisation, la prise en compte de ces thématiques dans les débats se justifie par le fait que de nos jours les télécommunications et les Nouvelles Technologies de l'Information et de la communication sont dans presque toutes les autres activités humaines.

Il faut noter que ce salon qui est à sa première édition était prévu pour se tenir en 2014. Cependant, avec la maladie à virus Ebola qui frappait plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, les autorités du Burkina avaient demandé aux promoteurs de le reporter à une date ultérieure. C'est pourquoi le premier AFRICA GTBM se tiendra les 24 et 26 novembre 2016.

Valentin YOUMANLI pour SCI



Les Trésors Du Faso du Centre-Nord 14 Lauréats distingués

Région du Centre-Nord



Photo de famille des lauréats du Centre-Nord.

La cinquième édition des Trésors du Faso du Centre-Nord, parrainée par Moctar Mando, Président du directoire du Groupe COGEB International s'est déroulée en présence du premier responsable de la culture, Tairou Barry, Président de la cérémonie, du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation, le Pr Filiga Michel Sawadogo et de celui des sports et des loisirs Tairou Bangré tous deux co-présidents. On pouvait apercevoir parmi les autorités venues rehausser l'évènement, l'ambassadeur de la Chine Taiwan au Burkina Faso, SEM Shen Chang Hong.



Les autorités

Dix(10) trophées ont été décernés aux lauréats en compétition et quatre (04) à titre d'hommage dans le domaine de l'artisanat, de l'art plastique, de

l'hôtellerie, du guide touristique, de la révélation musicale et du journalisme culturel, aux acteurs culturels de la région du centre-nord qui se sont le mieux illustrés.

Des prix spéciaux ont été aussi décernés aux révélations littéraire et musicale, pour la réalisation de la chanson collective à l'occasion de la célébration du 11 Décembre Kaya 2016, la réalisation et la production de la troupe tarwendpanga de Habibou Sawadogo et la Troupe Namaneguebzanga. Les lauréats sont répartis avec un trophée, une enveloppe de cent mille (100 000) FCFA et une lampe solaire chacun.

Le public de Kaya est sorti massivement pour la circonstance. La cérémonie a été rythmée au son des prestations d'artistes locaux et confirmés de la région.

Le Palmarès

- Le meilleur site touristique : les fourneaux de Tiwèga (Kaya)
- La meilleure révélation musicale 2015-2016 : Gaeigio Asalfo (Boulsa)
- Le meilleur restaurant de tourisme de la région en 2015 -2016 : le

rond point (Kongoussi)

- La meilleure révélation Littéraire en 2015 -2016 : Tapsoba Parfait (Kaya)
- Le meilleur établissement touristique d'hébergement en 2015 -2016 : Hôtel Pacific (Kaya)
- Le meilleur guide de tourisme de la région en 2015 -2016 : Sawadogo Adama (Kaya)
- Le meilleur Artiste plasticien de la région en 2015 -2016 : Ouédraogo Adama (Kaya)
- Le meilleur Objet du musée de la région en 2015 -2016 : Le Zai (Kaya)
- Le meilleur Styliste de la région en 2015 -2016 : Sawadogo Bénénoit (Kaya)
- Le meilleur Journaliste Culturel de la région en 2015 -2016 : Sawadogo Célestin (Kaya)

Les trophées d'hommages

- Souleymane Ouédraogo, artisan
- Benjamin Ouédraogo, artisan
- Célestin Sawadogo, 1er conservateur du musée
- Charles Belemviré : Fondateur de l'hôtel Kaziendé de Kaya.

Valentin Ouedraogo pour SCI



Annonces

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Collaborons pour **bouter** le **grand banditisme** et le **terrorisme** de notre pays

Une Force Humaine !



15e Rencontre Administration Secteur Privé du tourisme Les acteurs échangent à Kaya

Région du Centre-Nord



Le Ministre de la Culture Tahirou BARRY

« **Le Tourisme face à la crise sécuritaire internationale : Quelles stratégies pour la relance du secteur au Burkina Faso ?** ». C'est sous ce thème que les acteurs culturels privés et ceux de l'administration ont tenu la quinzième rencontre administration/secteur privé de la culture les 30 juin et 1er juillet 2016 à Kaya.

Après les attentats du 15 janvier 2016 à Ouagadougou, qui ont impacté négativement les indicateurs du tourisme national, il est apparu nécessaire de se pencher sur les mesures à mettre en œuvre pour une relance rapide du secteur.

C'est pour cela que l'édition 2016 de la rencontre ANT-Secteur privé s'est tenu sous le thème : « Le tourisme face à la crise sécuritaire internationale : quelles stratégies pour la relance du secteur au Burkina Faso? ».

Depuis 2014, à la faveur des crises socio-économiques et sécuritaires que notre pays a traversé, le secteur connaît une baisse de dynamisme.

Le nombre de touristes enregistrés s'en est ressenti.

Selon les chiffres du ministère :

-3,9% de touristes en 2014 et -3,5%



Pierre Celestin Zoungrana Président de la fédération de l'association des hôteliers du burkina

en 2015.

Les conséquences, la fermeture de deux établissements hôteliers classés quatre étoiles de la ville de Ouagadougou et d'un restaurant de tourisme dont les pertes directes sont estimés à plus d'un milliard de FCFA.

L'objectif de la rencontre était de permettre aux différents acteurs de dresser un bilan de l'impact de la crise sécuritaire sur le tourisme international et national et de dégager des pistes de solutions pour permettre au secteur de repartir sur de nouvelles bases.

La rencontre a ainsi permis des :

- faire l'état des lieux du tourisme dans le monde et au Burkina Faso;
- faire un bilan de l'impact de la crise sécuritaire sur l'activité touristique nationale ;
- identifier des actions à entreprendre en vue de redonner confiance aux touristes ;
- discuter des stratégies de communication à développer à court et moyen termes etc.

Pendant quarante-huit (48) heures, les professionnels du tourisme et de l'hôtellerie ont discuté sous forme de pa-

nels autour du thème central.

Les travaux ont été focalisés sur deux panels à savoir : le tourisme face à la crise sécuritaire internationale » et les stratégies à développer pour la relance de l'activité touristique »

Les débats ont permis de prendre des décisions pour la relance du tourisme au Burkina Faso.

Et pour finir, les panelistes ont fait des recommandations.

« J'exhorte chacun des participants à faire siennes les conclusions et recommandations auxquelles nous sommes parvenues. Mon département pour sa part, ne ménagera aucun effort pour le suivi et la mise en œuvre effective des différentes recommandations et suggestions issues de cette rencontre » a dit Tahirou Barry dans son discours de clôture. « Pour les aspects techniques, des instructions seront données à mes services techniques pour une prise en charge diligente de vos sollicitations » a-t-il conclu.

Le tourisme est un secteur important pour notre pays au regard de son apport à l'économie et au rayonnement international du Faso. Le secteur a généré en 2013 plus de soixante-quinze (75) milliards de FCFA grâce aux cinq cent six mille six cent (506 600) touristes qui ont choisi notre destination selon le ministère en charge de la culture.

Rendez vous est pris en 2017 pour la 16ème édition de la rencontre annuelle Administration Nationale /Secteur Privé du tourisme.

Valentin Ouédraogo pour SCI

Une délégation de la Fondation SEMAFO chez le Président du Faso

Région du Centre



Le Président Roch Marc Christian KABORE échangeant avec ses invités.

Le Président Roch Marc Christian KABORE a reçu en audience dans la matinée du vendredi 1er juillet 2016, une délégation de la Société d'Exploration Minière en Afrique de l'Ouest (SEMAFO). Conduite par le président exécutif du Conseil, Monsieur Jean LAMARRE, la délégation est venue s'entretenir avec le chef de l'Etat d'un nouveau partenariat dans le cadre de la construction d'une nouvelle mine dans l'Est du Burkina Faso.

« Nous sommes venus discuter avec le

Président du Faso de notre partenariat avec le Burkina parce que nous sommes en train de vouloir développer une nouvelle mine, un autre groupe à l'Est du pays », a confié à la presse Monsieur Jean LAMARRE à sa sortie d'audience.

La Fondation SEMAFO est dans l'exploitation minière au Burkina Faso depuis 20 ans et « emploie plus de 700 personnes dont de nombreux Burkinabè. La Fondation aide la population locale à se développer parce qu'elle travaille à ce que l'aide aux

populations locales soit permanente », a poursuivi le président exécutif du Conseil.

La sécurité a aussi été au cœur des échanges entre Jean LAMARRE et Roch Marc Christian KABORE. « On a parlé de sécurité, surtout dans la partie Est du pays. Nous voulons donc travailler avec le gouvernement dans le cadre de la sécurisation de nos investissements », a indiqué Monsieur LAMARRE.

La Direction de la Communication de la
Présidence du Faso

La Police Nationale de retour à Houndé

Région des Hauts-Bassins

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure, Simon Compaoré, a procédé le lundi 4 juillet 2016 à Houndé, à la réouverture de la Direction Provinciale de la Police Nationale du Tuy. La cérémonie a

connu la présence du ministre en charge du commerce, Stéphane Sannou, du Secrétaire d'Etat chargé de la Décentralisation, Alfred Gouba, des autorités militaires et paramilitaires, ainsi qu'une population en liesse.

Le 30 juillet 2014, des manifestants en colère ont saccagé et incendié la direction provinciale de la police nationale (DPPN) du Tuy. Depuis cette date, la ville de Houndé ne disposait plus de service de police.

Suite page 8.



Activités du Gouvernement

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume d'Espagne reçu par le Président du Faso

Région du Centre



Le Président Roch Marc Christian KABORE échangeant avec ses invités.

Le Président du Faso, S.E.M. Roch Marc Christian KABORE a reçu en audience dans la matinée du lundi 04 juillet 2016, Monsieur Ignacio YBANEZ, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume d'Espagne. Le diplomate espagnol est venu apporter au Président du Faso, un message d'amitié et la volonté de son pays de renforcer les relations avec le Burkina Faso.

A l'issue de l'audience, Monsieur Ignacio YBANEZ a confié à la presse que l'objet de sa visite chez le chef de l'Etat est la volonté de son pays de renforcer ses relations avec le Burkina Faso. « Le message que j'ai voulu surtout apporter c'est l'amitié de l'Espagne pour le Burkina Faso, pour son peuple. C'est de passer un message de volonté de renforcer nos relations. Il y a beaucoup de domaines dans lesquels nous pouvons travailler ensemble d'une façon claire. Il y a des défis qui sont des défis communs : les défis

de l'émigration illégale, les défis de la lutte contre le terrorisme. Mais il y a aussi beaucoup d'opportunités dans lesquelles nous pouvons travailler : l'aide au développement du Burkina Faso, les possibilités pour des entreprises espagnoles et burkinabè de travailler ensemble », a-t-il indiqué.

L'Espagne est disposée, de l'avis de son Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, à coopérer avec le Burkina dans la lutte contre le terrorisme. « Nous pensons que le terrorisme est une menace globale aujourd'hui ; donc c'est un domaine dans lequel nous pouvons coopérer en échangeant des informations, mais aussi en transmettant notre expérience aux Forces de l'ordre burkinabè », a souligné le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

En matière de développement économique, a-t-il poursuivi, « l'agriculture et l'élevage sont des domaines dans

lesquels il pourrait y avoir une coopération. Il y a aussi les énergies renouvelables dans lesquelles l'Espagne est un pays important avec de grandes sociétés qui œuvrent dans le domaine, surtout le solaire. Le Président a mentionné aussi les logements sociaux qui constituent l'une des priorités de votre gouvernement ».

Evoquant le domaine de la coopération au développement, le ministre espagnol relève que « l'Espagne appuie les programmes que l'Union européenne développe ici. Peut-être qu'on peut faire un peu plus, c'est l'une des idées qu'on a évoquées avec le Président du Faso. Nous pensons continuer à travailler dans ce domaine pour pouvoir identifier les secteurs dans lesquels nous pensons que nous pouvons être utiles ».

**La Direction de la Communication de la
Présidence du Faso**



Montée des couleurs nationales de notre pays à la primature, les premiers lundi de chaque mois

Région du Centre



Le premier ministre et ses collaborateurs assistent à la montée des couleurs nationales ce lundi 4 juin 2016.

Tradition respectée ce lundi 4 juillet 2016. La montée et le respect des couleurs nationales, un acte hautement citoyen perpétué à la primature.

Tous les premiers lundi de chaque mois, le Premier ministre himself et l'ensemble du personnel honorent ce

grand rendez-vous de la montée des couleurs à 7h. Ce matin ils étaient encore mobilisés, pour marquer leur attachement à cette valeur. Au-delà de cette exigence de civisme et de citoyenneté, c'est aussi le signe d'une vie de famille plutôt réussie à la primature. Occasion pour le Premier ministre, Son Excellence Paul Kaba

THIEBA de s'enquérir des nouvelles de ses collaborateurs, de leurs familles respectives et de les féliciter pour le travail qu'ils abattent au quotidien pour le développement du pays. Un bel exemple à suivre et à transmettre aux générations à venir!

PM/DCPM

Suite page 6.



Le ministre d'état, Simon COMPAORE à l'ouverture officielle de la direction provinciale de la police nationale

Ce lundi 4 juillet 2016, c'est une page qui vient d'être tournée, après deux années d'attente par la population de Houndé. « Nous sommes venus vous informer que la police nationale est de retour à Houndé. Elle est de retour pour assurer la sécurité des populations de la zone et de leurs biens », a déclaré le ministre en charge de la Sécurité Intérieure-

re, Simon Compaoré, qui a déploré les actes de violences qui avaient conduit au départ de la police de cette ville. « Plus jamais ça dans la ville de Houndé », a-t-il martelé.

Tout en espérant que les filles et fils de la localité ont tiré tous les enseignements nécessaires de cette situation, Simon

Compaoré a rendu un hommage à tous ceux qui ont contribué à la relance des activités policières dans la province. Il a invité la population à soutenir les forces de défense et de sécurité, et à collaborer franchement et sincèrement. Ce retour de la police à Houndé, selon le Directeur général de la police nationale, Lazare Tarpaga, va se faire progressivement. « Avec un effectif de 24 personnes, nous envisageons à terme une quarantaine », a rassuré M. Tarpaga qui a invité le nouveau Directeur provincial de la police nationale du Tuy à cultiver le goût de la victoire collective. Ce dernier a promis de collaborer avec les autres forces de sécurité et les populations et s'est engagé à donner le meilleur de lui-même pour avoir des résultats qui ne vont pas déplaire aux citoyens.

Les nouvelles installations de la DPPN du Tuy qui ont une valeur plus de huit millions de F CFA ont été réalisées grâce à la contribution de la population et d'une société minière.

La Direction de la Communication et de la presse Ministérielle du MATDSI



Annonces



ISC-BOBO

L'Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

Félicite tous les nouveaux bacheliers

Encourage ceux qui sont au second tour

*Et tous ceux qui reprendront la classe de terminal ou qui seront
dans des écoles professionnelles*

Les filières ouvertes à ISC-Bobo sont :

- 1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :**
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
- 2. Banque et Microfinance, option :**
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
- 3. Génie Informatique, option :**
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
- 4. Gestion des ONG et des Associations, option :**
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

*Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46/ +226 72 08 03 03/ +226 70 01 05 05 / +226 77 20
00 26 / Email : isc@iscbobo.com / Site WEB : www.iscbobo.com*



Avis de recrutement

Avis de recrutement de cinq (05) élèves Commissaires de Police

COMMUNIQUE N°2016-0023/MATDSI/CAB du 27 juin 2016

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure communique:

Le public Burkinabè est informé de l'ouverture, au titre de l'année 2016 dans le centre unique de Ouagadougou, d'un concours direct pour le recrutement de cinq (05) élèves Commissaires de Police au profit de la Police Nationale.

I. Des conditions de participation

Peuvent prendre part audit concours, les burkinabè des deux (02) sexes, âgés de vingt-trois (23) ans au moins et de trente (30) ans au plus au 31 décembre 2016, titulaires d'un diplôme de Maîtrise ou de tout autre diplôme reconnu équivalent, ayant une taille d'au moins 1,70 mètre pour les candidats de sexe masculin et de 1,68 mètre pour les candidats de sexe féminin, jouissant de leurs droits civiques et remplissant les conditions d'aptitude physique et mentale exigées pour l'emploi dans le corps des Commissaires de police.

Les personnes déjà admises à un concours et qui sont en formation dans une école professionnelle depuis plus d'un (01) mois ne sont pas autorisées à prendre part au présent concours.

Tout contrevenant s'expose à des sanctions conformément aux textes en vigueur.

Les dossiers de candidature devront contenir les pièces suivantes :

Les dossiers de candidature devront contenir les pièces suivantes :

une demande manuscrite, datée et signée du candidat, indiquant son adresse exacte, revêtue d'un timbre fiscal de deux cents (200) francs CFA, adressée à Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure ;

une photocopie légalisée du certificat de nationalité burkinabè ;

une photocopie légalisée de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè (CNIB) en cours de validité ;

un extrait d'acte de naissance ou toutes autres pièces en tenant lieu ;

le bulletin n°3 du casier judiciaire en cours de validité ;

une photocopie légalisée du diplôme de Maîtrise ou l'attestation dudit diplôme en cours de validité, ou de tout autre diplôme reconnu équivalent ;

un certificat médical attestant que le candidat jouit d'une acuité visuelle de 10/10 sans correction.

Les dossiers de candidature sont reçus aux jours, heures et lieux ci-après :

Période de réception : du 04 au 15 juillet 2016 ;

Jours de réception : du lundi au samedi ;

Heures de réception : de 08 heures à 14 heures ;

Lieu de réception : École Nationale de Police.

Tout dossier incomplet sera purement et simplement rejeté.

II. De l'administration des épreuves

Le concours comporte deux (02) phases : une phase d'épreuves sportives de présélection et une phase d'épreuves écrites et orale d'admissibilité.

1. Les épreuves sportives de présélection consistent en :

une course de 100 et 1000 mètres pour les candidats de sexe masculin, coefficient 2 ;

une course de 80 et 800 mètres pour les candidats de sexe féminin, coefficient 2.

2. La phase d'épreuves écrite et orale d'admissibilité consiste en :

Un test de niveau comprenant :

– une épreuve de dissertation sur un sujet de culture générale, notée sur 20, durée 3 heures, coefficient 2 ;

– une épreuve pratique d'informatique, notée sur 20, coefficient 1.

une épreuve orale sur un sujet de culture générale devant un jury, notée sur 20, coefficient 2.

Toute note inférieure à 07/20 est éliminatoire.

Les candidats sont informés que les épreuves sportives de présélection sont obligatoires et aucune dispense n'est acceptée, quel qu'en soit le motif.

Les candidats sont par ailleurs informés que seuls les cents (100) premiers présélectionnés à l'issue des épreuves sportives seront retenus pour participer à la phase écrite d'admissibilité.

L'admission définitive n'est prononcée qu'après une visite médicale d'aptitude et une enquête de moralité.

III. Dispositions diverses

L'accès à la salle de composition par les candidats ainsi que leur participation aux épreuves sportives sont conditionnés par la présentation du récépissé d'inscription et de la carte nationale d'identité burkinabè ayant servi au dépôt du dossier ou une copie légalisée de ladite CNIB.

Les déclarations de perte de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè ne sont pas acceptées.

Les candidats admis au présent concours seront placés en formation à l'Académie de Police pour une durée de deux (02) ans à l'issue de laquelle ils seront intégrés dans la Police Nationale en qualité de Commissaires de Police stagiaires.

Les lieux et dates de déroulement des épreuves sont fixés par note de service et rendus publics par communiqué.

Ouagadougou, le 27 juin 2016

Pour le Ministre d'Etat et par délégation,

Le Secrétaire Général

Abdoulaye OUEDRAOGO

Officier de l'Ordre National

COMMUNIQUE ADMINISTRATIF N°2016-0026/MATDSI/CAB/SP-SPR du 01 juillet 2016

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure a l'honneur de porter à la connaissance de la population en général, et de la communauté islamique du Burkina Faso en particulier que, le coût du Hadj 2016 est fixé à deux millions deux cent un mille soixante-dix (2 201 070) Francs CFA.

Ce coût de 2 201 070 Francs CFA n'inclut pas le prix du mouton qui sera payé sur place en Arabie Saoudite par le pèlerin lui-même.

Le Ministre d'Etat, souhaite un bon mois de jeûne aux fidèles musulmans du Burkina Faso et un pèlerinage agréé à tous les candidats au hadj 2016. Il rappelle par ailleurs, l'engagement et la disponibilité du Gouvernement à accompagner la communauté islamique pour une bonne organisation du pèlerinage musulman.

Ouagadougou, le 01 juillet 2016

Simon COMPAORE

Commandeur de l'Ordre National



Jobs Campus

Avis de recrutement



Poste: Directeur(trice) de programmes / Directeur et Délégué(e) IECD – Madagascar

Description

Directeur(trice) de programmes / Directeur et Délégué(e) IECD

Programmes d'accès à l'éducation CERES et SESAME

Antananarivo, MADAGASCAR

CONTEXTE

L'IECD (Institut Européen de Coopération et de Développement) est un organisme de solidarité internationale créé en 1988. Sa mission est de mettre en oeuvre des projets de développement socioéconomique en partenariat avec des institutions locales. L'IECD intervient en particulier dans les domaines de la formation professionnelle, de l'appui aux très petites entreprises et du renforcement de structures éducatives, sanitaires et sociales. Présent à Madagascar depuis 1989, l'IECD mène actuellement cinq projets en collaboration avec des partenaires locaux :

- L'accès à l'éducation : Programme CERES et SESAME
- La formation professionnelle dans le secteur de l'hôtellerie et la restauration
- L'appui aux Très Petites Entreprises
- La santé (projet directement piloté par l'IECD Paris)

L'ensemble de ces projets réunit une équipe de 130 employés, implantés majoritairement à Fianarantsoa et Antananarivo.

LES PROGRAMMES CERES ET SESAME

En partenariat avec l'association malgache PROMES, l'IECD accompagne et développe à Fianarantsoa le programme CERES destiné à des élèves de collège et lycée (depuis 2006) et à Antananarivo le programme SESAME destiné aux bacheliers (depuis 2013).

Six CERES (CEntrE de Renforcement Educatif et Scolaire) sont implantés auprès de collèges ruraux pour lutter contre la déscolarisation massive. Les élèves des CERES (50% de filles) sont sélectionnés sur leur potentiel et leur motivation et bénéficient de cours de renforcement scolaire et d'un internat pour les garçons.

Après le collège, ces élèves sont ensuite accueillis à Fianarantsoa, dans un autre internat CERES, pour une « Année Préparatoire » à la classe de seconde. Les élèves bénéficient ensuite d'un dispositif de suivi lorsqu'ils sont au lycée et pour les années post-Bac, jusqu'à leur insertion professionnelle. En 2015, 876 élèves bénéficient du programme CERES, et 1130 d'ici 2017. Le programme CERES est complété par un dispositif de formation des professeurs de collège et des employés et par un dispositif de responsables pédagogiques (développement et évaluation d'un curriculum intégrant formation scolaire et développement personnel)

Le programme SESAME est destiné aux bacheliers afin qu'ils réussissent leurs études supérieures, leur insertion professionnelle et leur développement personnel (48 bacheliers, 50% de filles, en 2015 de filières scientifique et littéraire). L'objectif du programme est de passer à 72 étudiants en 2016 puis à 120 en 2017.

MISSIONS

En collaboration très étroite avec la direction générale, les fonctions supports et la coordination thématique de l'IECD Paris, il/elle est le garant de l'atteinte des objectifs quantitatifs et qualitatifs de chacun des programmes à travers les missions suivantes :

- 1/ Supervision de la mise en oeuvre opérationnelle
 - Planifier les activités des différents projets, définir les objectifs et les résultats à atteindre, identifier les priorités et accompagner les équipes dans la résolution des problèmes rencontrés ;
 - Superviser la mise en oeuvre et contrôler l'atteinte des objectifs cibles, en particulier sur les programmes CERES et SESAME ;
 - Piloter la réflexion stratégique et le développement des programmes et du projet pédagogique, en optimisant les synergies (en particulier entre les programmes CERES et SESAME) ;
 - Identifier les risques et les opportunités avec les différentes parties prenantes impliquées dans les projets (équipes, bailleurs, partenaires, institutions, ...) ;
 - Animer et encourager les échanges de partage d'expérience et de capitalisation au sein de l'IECD.

- 2/ Gestion des ressources humaines et de l'organisation

- Superviser la gestion des ressources humaines constituées d'expatriés et de personnel local : recrutement, évaluation, formation, motivation, rémunération, santé, sécurité, etc. ; avec un investissement particulier dans les sujets pédagogiques (enseignement & éducation)
- Encadrer les responsables des programmes et fonctions supports, et les accompagner dans les enjeux RH de leurs équipes ;
- Développer les talents locaux et encourager la montée en compétences et la fidélisation des équipes ;
- Planifier l'évolution de l'organisation nécessaire à la bonne conduite des opérations, en cohérence avec les besoins et les moyens des programmes ;
- Animer et encourager les échanges entre les équipes opérationnelles et les équipes thématiques basées à Paris.

- 3/ Gestion financière et administrative

- Garantir le respect des engagements financiers pris auprès des bailleurs ;
- Superviser la planification, l'engagement des dépenses et l'anticipation des risques financiers ;
- Coordonner la planification des besoins de financement, les actions de mobilisation des fonds – y compris les actions de reporting auprès des bailleurs – et contribuer à l'équilibre financier global des programmes ;
- Animer l'ensemble des tâches de reporting interne et contrôler le respect des procédures, en lien étroit avec les chefs de projets et la direction financière et administrative à Paris ;
- Superviser la gestion administrative des programmes (informatique, achats, formalités administratives et matérielles, etc.).

- 4/ Relations avec les partenaires et institutions

- Représenter l'IECD à Madagascar et s'investir dans le développement des relations de l'IECD avec ses partenaires locaux : institutions publiques, établissements scolaires partenaires, associations, bailleurs et ministères ;
- Animer et encourager la mise en oeuvre de plans d'action concrets et adaptés qui viennent renforcer les capacités des partenaires de l'IECD ;
- Piloter la levée de fonds et des relations bailleurs : rédaction de dossiers, prospection, reporting, etc.

PROFIL

Formation issue de l'enseignement supérieur de type commerce, ingénieur, économie / gestion,...

Expérience professionnelle significative requise (15 ans minimum), dont une partie à l'international, dans un poste de direction qu'il soit au sein d'une PME, rattaché à une importante filiale, d'une multinationale ou dans le secteur associatif ; avec un niveau de responsabilités élevé. Une expérience professionnelle ou personnelle dans l'éducation ou la formation est un atout.

Compétences et qualités attendues :

- Leadership et esprit entrepreneurial ; goût du challenge et sens du résultat ;
- Capacités à accompagner, à fédérer et former une équipe et à s'adapter à la culture malgache ;
- Rigueur, organisation, pragmatisme et gestion opérationnelle / financière de multiples projets ;
- Vision stratégique et analytique pour le développement des activités ;
- Capacités de représentation de l'IECD auprès de partenaires institutionnels et financier, diplomatie et adaptation auprès d'interlocuteurs externes variés ;
- Solides qualités morales : honnêteté, humilité, respect, écoute, patience ;
- Adhésion aux valeurs de l'IECD : un regard sur la personne, l'esprit de service, un engagement professionnel ;
- Intérêt pour le domaine du développement, de la solidarité internationale ;
- Compréhension des enjeux d'éducation et de formation dans les pays en voie de développement ;
- Excellente maîtrise du français et facilités de rédaction ;
- Informatique : Suite Office, Sage si possible, Environnement Mac OS si possible

CONDITIONS DU POSTE

Statut : contrat de droit français (accord de Volontariat de Solidarité Internationale), formation préalable au départ d'une semaine à Paris

Sous la responsabilité : du Directeur Général Adjoint, en étroite collaboration avec les responsables de pôles et le comité de direction basés à Paris.

Dates du poste : dès que possible, pour 3 ans renouvelables.

La prise de poste sera progressive, avec un terme prévu pour mi 2016, suite à une période de passation/formation de 3 mois, durant laquelle le futur responsable (h/f) sera placé sous la supervision de l'actuel responsable.

Localisation : Antananarivo (Madagascar), avec mobilité géographique en province – 1 semaine à Fianarantsoa toutes les 6 semaines environ.

Package global :

- Rémunération selon profil
- Participation au logement
- Billet début et fin de contrat + 1 A/R tous les 12 mois
- Pack médical et social complet (maladie, rapatriement, mutuelle complémentaire, cotisation retraite de base)
- Possibilité de départ familial, conditions à discuter selon profil

CONTACT

Envoyez votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation)

avec la référence « Mada – Directeur & Délégué IECD »

au service recrutement, recrutement@iecd.org

Ville Antananarivo

Fonctions Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Organisation, Administration, Ressources Humaines
Activités Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Economie, Finance, Administration, Informatique, Communication, Ressources Humaines, Santé, Social

Localisation(s) géographique(s) Afrique, Madagascar

Contrat CDD, CDI, Inconnu, Volontariat / service civique

Date de fin de validité 30/09/2016



Jobs Campus

Avis de recrutement



Poste: Analyste National en Droits de l'Homme –Base de données

Lieu : Kinshasa, REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
Date limite de candidature : 12-Jul-16 (Minuit New York, États-Unis)
Catégorie supplémentaire : Développement Durable et Réduction de la Pauvreté
Type de contrat : TA Local
Niveau du poste : NO-A
Langues requises : Français
Date de commencement :
(date à laquelle le candidat sélectionné doit commencer) : 01-Aug-2016
Durée du contrat initial: 11 Mois

Historique

Il existe au sein du Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme (BCNUDH-MONUSCO-HCDH) une équipe de chercheurs pour assurer la gestion de l'information sur les auteurs présumés de violations graves du droit international des droits de l'homme, du droit international humanitaire et du droit international des réfugiés en RDC.

Cet exercice contribue à la mission du Secrétariat mis en place pour assurer l'application de la Politique des Nations Unies de diligence voulue en matière de droits de l'homme qui a été constitué au sein de la MONUSCO et est placé sous l'autorité du Directeur du BCNUDH. Il contribue également à la gestion des informations disponibles au sein du BCNUDH en vue d'appuyer la lutte contre l'impunité.

Pour le HCDH, cet exercice entre dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des résultats atteints dans le cadre du projet d'Inventaire des violations des droits de l'homme et de droit international humanitaire commises en RD Congo entre mars 1993 et juin 2003 dit « Mapping justice» réalisé en partenariat avec le HCDH.

Devoirs et responsabilités

Sous la supervision directe du Coordonnateur du Secrétariat pour la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme de l'ONU, le ou la titulaire s'acquittera des tâches suivantes :

- Assurer la collecte, la conservation et l'analyse des données récoltées par le BCNUDH sur les présumés auteurs de violations du droit international des droits de l'homme, du droit international humanitaire et du droit international des réfugiés ;
- Contribuer à la gestion quotidienne non-technique des bases de données mises en place au sein du Secrétariat ;
- Dans le cadre des tâches d'analyse ci-dessus décrites, assister le Secrétariat dans :
 - la gestion et l'analyse des informations collectées ;
 - la gestion des procédures prévues pour l'application de la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme ;
 - l'analyse des risques de commission de violations des droits protégés ;
 - l'identification et, le cas échéant, le suivi des mesures d'atténuation des risques adoptées dans le cadre de l'application de la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme ;
 - l'analyse du contexte légal de fonctionnement des institutions de défense et de sécurité de la RDC ;
 - Assister aux autres tâches menées par le Secrétariat et l'unité de HRDDP en lien avec la mission du BCNUDH, notamment dans le cadre de la lutte contre l'impunité et de la protection des civils, y compris par le monitoring de procédures judiciaires ;
 - Traduire des documents vers le français ou l'anglais;
 - Elaborer des plans de travail en accord avec les attributions et autres missions déterminées;
 - Elaborer des notes, rapports et tout autre document de synthèse et d'analyse pertinent en lien avec une recherche ou une mission donnée ;
 - S'acquitter de toute autre tâche qui lui est confiée

Résultats attendus

- Améliorer la collecte, gestion et analyse continues de l'information sur les présumés auteurs des violations les plus graves des droits protégés ainsi que sur un contexte particulier;
- Contribuer à rendre la base de données plus fonctionnelle et efficace, et s'adaptant aux besoins ;
- Contribuer à rendre les procédures mises en place par le Secrétariat plus fonctionnelles, efficaces et s'adaptant aux besoins ;
- Contribuer à une meilleure connaissance du fonctionnement des institutions de défense et de sécurité de la RDC, y compris des procédures disciplinaires;

- Contribuer à une meilleure connaissance du fonctionnement et des procédures de l'institution judiciaire civile et militaire en RDC ;

Compétences

Professionalisme:

- Connaissance, compréhension et maîtrise des questions relatives aux droits de l'homme et au droit international humanitaire;
- Faire preuve de conscience professionnelle, d'engagement et d'efficacité dans l'exercice de ses fonctions;
- Aptitude à exécuter les tâches dans les délais impartis et à obtenir des résultats;
- Expérience dans le domaine des enquêtes et du monitoring des droits de l'homme; aptitude à l'analyse et à la synthèse;
- Connaissance des mécanismes de protection des témoins/victimes et aptitude à protéger les données et autres informations collectées;
- Compréhension et intégration de la dimension genre dans le travail des droits de l'homme.

Planification & Organisation:

- Aptitude à développer des objectifs clairs en accord avec les stratégies adoptées;
- Aptitude à établir et identifier des activités et autres tâches prioritaires;
- Aptitude à ajuster les priorités; aptitude à consacrer du temps et des ressources nécessaires pour la finalisation d'un travail;
- Aptitude à prévoir des risques et à intégrer des contingences dans la planification ;
- Aptitude à suivre et à ajuster les plans et autres actions nécessaires ;
- Aptitude à gérer le temps de façon efficace.

Communication:

- Aptitude à s'exprimer de façon claire, efficace et compétente, tant à l'oral qu'à l'écrit.
- Esprit d'équipe:
- Bon sens des relations humaines;
- Aptitude à travailler dans un cadre pluri ethnique et pluri culturel en faisant preuve de tact et de respect de la diversité.

Qualifications et expériences requises

Education:

- Diplôme universitaire ou équivalent (graduat ou licence)
- Avoir fait des études ou participé à des formations dans le domaine des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Expérience:

- Avoir au moins 2 ans d'expérience si diplôme universitaire de 1er cycle (BAC+3) / Graduat
- Avoir au moins 4-5 années d'expérience professionnelle pertinente serait un atout
- Avoir une expérience antérieure dans le domaine de la gestion de bases de données relatives aux violations des droits de l'homme dans la région d'affectation.
- Avoir une expérience professionnelle au sein de l'ONU ou d'une organisation internationale constitue un atout.
- Connaissances linguistiques:
- La maîtrise du français, à l'oral et à l'écrit est indispensable;
- La connaissance de l'anglais et des langues locales ou régionales est un atout.

Autres:

- Aptitude à travailler et à s'adapter à des conditions difficiles,
- Avoir une formation dans le domaine des questions sécuritaires et dans les procédures de communication;
- Mettre en avant les intérêts professionnels avant les intérêts personnels ;
- Faire preuve de persévérance et d'abnégation face aux difficultés et autres défis ;
- Faire preuve de calme et de sérénité dans des situations stressantes.

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Le PNUD s'engage à recruter un personnel divers en termes de genre, de nationalité et de culture. Nous encourageons de même les personnes issues des minorités ethniques, des communautés autochtones ou handicapées à postuler. Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

Si vous éprouvez des difficultés avec les candidatures en ligne, merci de contacter jobs.help@undp.org



Avis de recrutement



Poste: Un(e) expatrié(e) spécialiste en Sécurité Alimentaire et nutritionnelle, chef de projet « Sécurité alimentaire, résilience et agroécologie en Guinée » (Sara-Guinée)

Description

Fondé en 1976, le Gret est une ONG internationale de développement qui agit du terrain au politique pour lutter contre la pauvreté et les inégalités. Dans plus de 30 pays, ses professionnels interviennent sur une palette de thématiques afin d'apporter des réponses durables et innovantes pour le développement solidaire. Il combine actions de terrain avec des activités d'expertise, de contribution aux politiques publiques et de capitalisation/diffusion de références.

Contexte

Le Gret intervient depuis une dizaine d'années en Guinée sur des problématiques de sécurité alimentaire et d'appui au développement des filières agricoles dans les différentes régions du pays (notamment filières riz en Guinée Forestière et Basse Guinée, et filière huile de palme en Guinée Forestière). Le Gret collabore avec de nombreux acteurs locaux (ONG, organisations paysannes et professionnelles, services de l'Etat et autorités locales) pour fournir des appuis aux groupements, unions et fédération professionnelles agricoles et d'opérateurs de l'aval des filières.

L'épidémie Ebola qui a frappé le pays en 2014-2015 a eu des impacts politiques, économiques et sociaux de grande ampleur. La communauté internationale s'est prioritairement mobilisée pour lutter d'urgence contre les conséquences sanitaires et concentre maintenant davantage l'aide sur les effets de l'épidémie sur la pauvreté et la sécurité alimentaire. En 2016, l'Union européenne a mis en place un programme international d'action en faveur de la résilience – Pro-Résilience Action (PRO-ACT) – qui en Guinée permet de prendre la suite de deux projets financés également par l'UE :

Le projet de Renforcement de la sécurité alimentaire dans les zones enclavées du Nord de la Guinée (Résa Nord), mis en œuvre en Moyenne Guinée par la Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD), le Comité Catholique contre la Faim et pour le développement (CCFD), et le Gret.

Le projet d'Amélioration des capacités des organisations des filières riz et huile de palme (Acorh) mis en œuvre par le Gret en partenariat avec la MGE en Haute Guinée, Guinée Forestière et Basse Guinée et qui a également bénéficié d'un appui financier de l'AFD (Division pour le partenariat avec les ONG -DPO).

Le projet Sara-Guinée financé par PRO-ACT associe le renforcement de ces deux actions et les 4 partenaires : Gret (demandeur), CCFD, FPFD, MGE (co-demandeurs). Les objectifs généraux de ce projet de 3 ans (2016 – 2019) de 3,7 millions d'euros sont de renforcer la résilience et l'autonomie des agriculteurs familiaux et des petits entrepreneurs ruraux des filières agricoles locales en Moyenne Guinée et en Guinée Forestière pour leur permettre de sécuriser leur alimentation et leurs revenus face aux fortes contraintes de leur environnement (crises sanitaires et changements climatiques). Les actions proposées visent les objectifs spécifiques suivants :

Action 1 : Assurer une production agricole suffisante, la sécurisation des revenus et une alimentation stable, de qualité, diversifiée et équilibrée à destination des ménages ruraux et des populations du Fouta Djallon à travers une agriculture familiale, durable et résiliente et un renforcement de la gouvernance et de la participation des organisations et de la FPFD aux débats publics sur leur territoire d'intervention (responsabilité du CCFD et de la FPFD, appui du Gret),

Action 2 : Accroître la production et la commercialisation du riz « net » et de l'huile de palme et augmenter les revenus et les capacités de résilience des ménages au sein des organisations paysannes et professionnelles de la Guinée Forestière (responsabilité du Gret et de la MGE, en collaboration avec les organisations faitières et les services de l'Etat)

Action 3 : Appuyer la capitalisation des fédérations régionales sur les changements induits au niveau de leur territoire et faciliter un dialogue continu avec les autorités, pour contribuer avec d'autres collectifs de la société civile à l'influence des politiques agricoles et foncières en Guinée. Est inclus dans ce troisième volet un appui au renforcement de la structuration et la concertation interprofessionnelle en Basse Guinée et au niveau national pour la promotion d'un riz local de qualité et la prise en compte de la valorisation de la qualité et la promotion des produits locaux dans les politiques publiques (responsabilité du Gret et de la MGE, en collaboration avec les organisations faitières et les services de l'Etat).

Les thématiques communes spécifiques identifiées pour faire l'objet d'appuis et de capitalisations transversales sont : i) agroécologie et fertilité des sols, ii) conseil agricole et conseil à l'exploitation familiale, iii) développement économique des territoires et des filières, iv) nutrition et alimentation. Un thème de capitalisation sera choisi chaque année par les partenaires et donnera lieu à la rédaction de notes mises en débat lors d'un atelier national ouvert à d'autres acteurs.

La coordination nationale du projet doit permettre de faciliter la cohérence entre les activités et la coordination entre les interventions et les acteurs impliqués (y compris la consolidation des rapports d'activités, des indicateurs de suivi-évaluation et des rapports financiers). Elle a aussi pour rôle de faciliter l'animation des débats et les activités de capitalisation d'expériences autour de thématiques communes.

A Conakry, l'équipe du projet est composée d'un chef de projet expatrié, d'un coordonnateur national guinéen Gret, d'un comptable Gret et d'un chauffeur Gret.

L'action 1 est menée par des cadres et conseillers de la cellule technique de la FPFD, basée dans le Fouta Djallon.

Les actions 2 et 3 sous la responsabilité du Gret sont gérées directement par le chef de projet expatrié, en lien avec :

en Guinée Forestière (GF) : un coordinateur régional guinéen Gret ainsi que 3 responsables

thématiques (amont des filières Gret, aval des filières MGE, nutrition Gret), une équipe de 9 amateurs de terrain (Gret et MGE), un comptable Gret, un comptable MGE à mi-temps, un logisticien-caissier Gret, un chauffeur Gret et deux gardiens Gret,

en Basse Guinée (BG) : un coordinateur régional guinéen MGE guinéen, un responsable de suivi évaluation MGE à mi-temps, une équipe de 5 amateurs de terrain et à Conakry (MGE), le RAF MGE à mi-temps, le logisticien-caissier MGE à mi-temps, le chauffeur MGE à mi-temps.

Les salariés MGE restent sous la responsabilité hiérarchique du Directeur de la MGE mais sous la double tutelle MGE /Gret (chef de projet) pour la mise en œuvre opérationnelle du projet.

Missions / Activités

Le chef de projet travaillera sous la responsabilité et l'encadrement d'un responsable du projet basé au siège du Gret à Nogent sur Marne. Il (elle) assurera la responsabilité du partenariat avec la MGE.

Il (elle) aura pour mission principale de s'assurer du bon avancement des activités prévues par les actions 2 et 3 du projet, conformément au cadre logique et au budget validé par le bailleur, avec les équipes en GF et BG. Pour cela, il (elle) sera spécifiquement en charge de :

planifier les activités et coordonner leur mise en œuvre, en étroite collaboration avec la MGE;

accompagner les coordinateurs régionaux et les responsables thématiques dans la définition, la planification et la mise en œuvre de leurs activités respectives, ainsi que la formulation et le suivi des autres collaborations (organisations de producteurs et professionnelles, services de l'Etat) ;

assurer le suivi budgétaire ainsi que la bonne imputation des dépenses conformément aux procédures du bailleur et du Gret ;

rédigier les différents rapports d'activités en respectant les formats et calendriers définis par le bailleur ;

mettre à jour la stratégie générale des actions avec l'ensemble de l'équipe ;

assurer une communication régulière entre les différents partenaires et collaborateurs, et avec les équipes « Agriculture » et « Nutrition » basées au siège à Nogent ; Le Gret étant chef de file du projet dans son intégralité, il (elle) travaillera en collaboration avec le coordinateur national pour :

fournir un appui technique et méthodologique aux différentes équipes des axes 1 à 3, notamment pour les réflexions thématiques ;

garantir les engagements contractuels et les aspects techniques et financiers globaux du projet pour le Gret, chef de file et les liens avec la Délégation de l'UE ;

rechercher les cofinancements du projet en collaboration avec le siège du Gret. Enfin, le Gret ne dispose pas à l'heure actuelle d'une représentation en Guinée mais il est attendu que le chef de projet à Conakry permette de faire le lien avec les bailleurs et les autorités administratives ainsi que les organisations de la société civile et ONG étrangères et assure la visibilité au Gret dans le pays. Il (elle) aura pour responsabilité de contribuer à identifier de nouveaux projets en Guinée en général et en Guinée Forestière et Basse Guinée en particulier, et contribuer à la rédaction des réponses aux appels à proposition dans le domaine du développement rural.

Ville Conakry (Guinée)

Expérience

De formation supérieure dans le domaine de l'agriculture/agroalimentaire/agroéconomie. Des connaissances et/ou une expérience avérée en agroécologie sont souhaitées. des références en nutrition/alimentation sont un plus

Expérience d'au moins 5 ans en tant que chef de projet en Afrique. La connaissance de la Guinée est souhaitable

Qualité du candidat

Capacité de management d'équipe et de gestion financière

Fortes capacités d'analyse, de synthèse et de rédaction

Créativité et autonomie dans le travail

Rigueur et sens de l'organisation

Souplesse et adaptation, ouverture d'esprit à d'autres cultures.

Fonctions Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction

Activités Agriculture, Environnement

Localisation(s) géographique(s) Afrique, Guinée

Contrat CDD

Durée du contrat

Conditions, durée : Poste d'expatrié, basé à Conakry avec des missions fréquentes en Basse Guinée, Guinée Forestière et occasionnellement dans le Fouta Djallon, pour une durée de 36 mois. Démarrage : 1er septembre 2016, avec une semaine de formation au siège du Gret à Nogent-sur-Marne avant le départ.

Salaire / Indemnité

Salaire à partir de 31.9 K€ brut annuel sur 13 mois selon la grille salariale du Gret et expérience + prime d'expatriation à partir de 1290 euros mensuel. Un billet d'avion par an est pris en charge par le Gret.

Documents à envoyer

Les candidatures, CV et lettre de motivation, sont à envoyer par e-mail jusqu'au 15 juillet 2016 à l'adresse suivante accueil@gret.org en indiquant « CdP Guinée » dans le titre du mail.

Date de fin de validité 15/07/2016



Jobs Campus

Avis de recrutement



Poste: h/f Stagiaire Ingénieur Agroalimentaire – Appui aux filières végétales et d'agro-transformation – Cameroun

Description

h/f Stagiaire ingénieur agroalimentaire

Programme d'appui aux filières végétales & d'agro-transformation

Projet TRANSFORM

Cameroun

CONTEXTE

L'IECD (l'Institut Européen de Coopération et de Développement) est un organisme de solidarité internationale créé en 1988 qui met en oeuvre des projets de développement socioéconomique en partenariat avec des institutions locales. L'IECD intervient en particulier dans les domaines de la formation et de l'insertion professionnelle, de l'appui aux très petites entreprises et de l'accès à l'éducation et à la santé pour les personnes les plus vulnérables.

Présent au Cameroun depuis 1992, l'IECD y développe actuellement un programme ciblé sur l'appui aux petits entrepreneurs des filières d'agro-transformation; l'IECD souhaite les accueillir dans un incubateur d'entreprises spécialisé en agroalimentaire.

Ce programme comporte un volet de formation-accompagnement à destination des petits producteurs agricoles de la zone. Il vise à renforcer les capacités de ces producteurs en vue de leur ouvrir de nouveaux débouchés grâce à une relation gagnant-gagnant avec les entreprises de transformation agroalimentaire.

Dans le cadre de ce programme au Cameroun, l'IECD souhaite recruter un(e) stagiaire ingénieur en agroalimentaire qui participera à ce développement.

MISSION

Dans le cadre de ce projet d'appui aux petits entrepreneurs agroalimentaires camerounais, l'ingénieur agroalimentaire, sous la responsabilité du chef de projet, sera chargé(e) de :

1/ Formation : élaborer et animer les formations à destination des bénéficiaires

– Participer à l'élaboration de supports de formation

– Gérer l'organisation logistique des formations (achats des matières premières, installation de la salle de formation, mise en place des équipements...)

– Avec d'autres intervenants, animer et participer aux parcours de formation proposés par le centre (cours, travaux pratiques)

– Former en continu les bénéficiaires sur le volet « technique » : utilisation du matériel de transformation alimentaire présent sur le site, mise au point de processus de transformation, packaging, etc.

2/ Appui-conseil : assurer l'accompagnement des bénéficiaires

– Participer à l'élaboration et à l'expérimentation des outils de suivi et de mesure d'impact des activités du projet

– Accompagner chaque entrepreneur dans la mise en oeuvre de son projet :

o développement du produit (process, packaging...)

o conception de l'atelier de transformation (dimensionnement, choix des équipements...)

o recherche de sources d'approvisionnement (matières premières, emballages...)

o identification de débouchés

3/ Production : participer au fonctionnement de la halle technologique

– Développer des produits transformés innovants, en lien avec des études de marché déjà réalisées ou en cours

– Coordonner les productions faites sur le site

o gérer le planning d'utilisation de la salle de transformation

o participer au contrôle des équipements et à l'installation des postes de travail o superviser et proposer des améliorations sur l'organisation du travail et les postes clés de production

o documenter les locations effectuées (tenue de registres papier et informatique)

o participer à la maintenance du matériel et des locaux

PROFIL

Formation : Ingénieur/technicien agroalimentaire

Compétences et qualités attendues :

– Connaissance des principaux procédés de transformation alimentaire, particulièrement à l'échelle artisanale & semi-industrielle

– Autonomie, sens de l'organisation, esprit d'initiative, force de proposition

– Sensibilité à l'entrepreneuriat et au développement économique

– Attrait pour le travail de terrain, capacité à vivre en zone rurale africaine

– Capacité à travailler dans une équipe multiculturelle et multidisciplinaire

– Connaissance de l'outil informatique (word, excel) et bonne capacité rédactionnelle

– Adhésion aux valeurs de l'IECD (un regard sur la personne, l'esprit de service, un engagement professionnel)

CONDITIONS DU POSTE

Statut : Stage conventionné

Dates : Stage de 6 mois à partir de juillet 2016

Localisation : Basé à Njombé, déplacements éventuels dans le département du Moungo et sur Douala.

Sous la responsabilité : du Chef de projet, basé à Njombé

Indemnité :

– Indemnité mensuelle française en vigueur

– Logement fourni sur place

– Frais de visa pris en charge

– Billets d'avion aller/retour pris en charge

– Prise en charge des frais de déplacement locaux

CONTACT

Envoyer votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation)

avec la référence « Cameroun – ACDP Agro »

au service recrutement, recrutement@iecd.org

Ville Njombé

Fonctions Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Technicien spécialiste

Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Autre, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Social

Localisation(s) géographique(s) Afrique, Cameroun

Contrat Stage

Email de la personne contact recrutement@iecd.org

Date de fin de validité 30/09/2016

Avis de recrutement



Poste: UN RESPONSABLE LOGISTIQUE (H/F)

Description

Contexte :

La base ACF de Mao compte environ 200 employés dont une dizaine d'expatriés; 5 projets sont mis en oeuvre. Le contexte de la sécurité est volatile; il n'y a pas de couvre – feu mais un strict respect des règles de sécurité s'impose à tous les employés aussi bien nationaux qu'expatriés.

Le rôle :

Sous la supervision du coordinateur terrain et en lien avec le coordinateur logistique en capitale, vous mettez en oeuvre la politique logistique de la mission pour garantir la performance logistique et apporterez le meilleur soutien aux programmes sur la zone de Mao.

Piloter l'activité

Mettre en oeuvre et garantir la performance de la chaîne d'approvisionnements & des moyens généraux

Mettre en oeuvre et garantir la performance informatique, réseaux et télécommunications

Contribuer à la gestion de la sécurité

Mettre en oeuvre et assurer le suivi de la collaboration et la coordination logistique avec les partenaires de la mission

Encadrer et accompagner l'équipe Logistique

Rapports et analyses

Le candidat :

Titulaire d'une formation en lien avec les métiers de la logistique de type Bac

+2/3, vous justifiez au minimum d'une année d'expérience sur un poste similaire pour le compte d'une ONG de solidarité internationale.

Vous possédez une excellente connaissance des process logistiques humanitaires ainsi qu'une expérience en gestion de la sécurité, vous avez su faire face à d'importants volumes logistiques.

Manager aguerri, vos capacités de formateur sont démontrées et vous avez à cœur de faire monter en compétence et de responsabiliser vos équipes. Autonome et organisé, vous possédez un fort sens de l'analyse.

Excellente maîtrise du français à l'oral comme à l'écrit exigée.

La connaissance des procédures ACF est un atout.

Conditions:

Salarié – Rémunération de 1600 à 1975€ bruts mensuels

Prise en charge du transport, des frais de bouche et d'hygiène, hébergement collectif, mutuelle

5 semaines de congés payés et 20 JRTT par an

Ville Mao

Fonctions Technicien spécialiste

Activités Logistique, Mécanique

Localisation(s) géographique(s) Afrique, Tchad

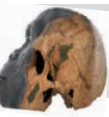
Contrat CDD

Durée du contrat

6 mois à compter du 15 septembre 2016

Postuler en ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2009/Un-Responsable-Logistique/>

Date de fin de validité 31/07/2016



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien

en version numérique à télécharger.

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44/ 45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

Equipe Sciences-Campus Info

- Eliane Bayala

- Aris KUSIELE Somda

- Bernadette Dembélé

- Valentin Mano

- Rélwendé Hervé Roamba

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

-Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Grégoire Zongo

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Yves Sanou

- Frédéric Po0da

- Valentin Ouedraogo

- Blaise Sama

- Diloma Jacques

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

- Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

- Albert Tarpaga

- Paul Soma

-Arjouman Saganogo

- Joseph Kaboré

-Valentin Singbéogo

- Issa Sepama

- Hermann Toé

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909

A large white crescent moon and a five-pointed star are positioned on the left side of the page. The crescent moon is open to the right, and the star is at its base. The background is a gradient of orange and yellow.

Bonne fête de Ramadan